

La Syrie dans la tourmente des « printemps arabes » 3/3



Article rédigé par *Alain Chouet*, le 10 août 2012

Lors d'une conférence de l'Association Régionale Nice Côte d'Azur de l'IHEDN (AR29), le 27 juin 2012, Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, a livré aux auditeurs son sentiment sur les événements qui se déroulent actuellement dans le monde arabe. *Liberté Politique* reproduit ici l'intégralité de sa conférence. Après une [présentation saisissante de ce qu'il nomme l'hiver islamiste](#) et [une mise au point historique sur la Syrie](#), ce spécialiste reconnu du monde arabo-musulman, dénonce la désinformation et la "bien-pensance" largement relayés par les médias.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, en particulier en France, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les Frères à la source de l'info

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. Il n'a pourtant rien à voir avec la respectable Ligue internationale des droits de l'homme. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Ryadh el-Maleh. L'OSDH s'est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds saoudiens et maintenant qataris.

Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second favori des médias et des politiques occidentaux, le Conseil National Syrien, créé en 2011 à Istanbul sur le modèle du CNT libyen et à l'initiative non de l'État turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9^e au 13^e siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7^e et 8^e siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime où l'on entend plutôt hurler « Allahou akbar ! » que des slogans démocratiques.

Cela dit, la place prédominante faite aux Frères Musulmans au sein du CNS par l'AKP turc et le Département

d'État américain a fini par exaspérer à peu près tout le monde. La Syrie n'est pas la Libye et les minorités qui représentent un bon quart de la population entendent avoir leur mot à dire, même au sein de l'opposition. Lors d'une visite d'une délégation d'opposants kurdes syriens à Washington en avril dernier, les choses se sont très mal passées. Les Kurdes sont musulmans sunnites mais pas Arabes. Et en tant que non-arabes, ils sont voués à un statut d'infériorité par les Frères. Venus se plaindre auprès du Département d'État de leur marginalisation au sein du CNS, ils se sont entendus répondre qu'ils devaient se soumettre à l'autorité des Frères ou se débrouiller tout seuls. Rentrés à Istanbul très fâchés, ils se sont joints à d'autres opposants minoritaires pour démettre le Président du CNS, Bourhan Ghalioun totalement inféodé aux Frères, et le remplacer par un Kurde, Abdelbasset Saïda qui fera ce qu'il pourra – c'est à dire pas grand chose -pour ne perdre ni l'hospitalité des islamistes turcs, ni l'appui politique des néo-conservateurs Américains, ni, surtout, l'appui financier des Saoudiens et des Qataris.

Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les États islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Une question de survie

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'État – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères et ses chefs. Plus le temps passe, plus la communauté internationale entendra exercer des pressions sur les minorités menacées, plus les choses empireront sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a un an en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et le Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont théoriquement nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu. Il n'en a rien été. Ces minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation sans appel et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des États théocratiques soutenant le salafisme politique.

Place aux théocraties Pétrolières

Débarrassés des ténors sans doute peu vertueux du nationalisme arabe, de Saddam Hussein, de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, à l'abri des critiques de l'Irak, de l'Algérie et de la Syrie englués dans leurs conflits internes, les théocraties pétrolières n'ont eu aucun mal à prendre avec leurs pétrodollars le contrôle de la Ligue Arabe et d'en faire un instrument de pression sur la communauté internationale et l'ONU en faveur des mouvements politiques fondamentalistes qui confortent leur légitimité et les mettent à l'abri de toute forme de contestation démocratique.

Que les monarchies réactionnaires défendent leurs intérêts et que les forces politiques fondamentalistes cherchent à s'emparer d'un pouvoir qu'elles guignent depuis près d'un siècle n'a rien de particulièrement surprenant. Plus étrange apparaît en revanche l'empressement des Occidentaux à favoriser partout les entreprises intégristes encore moins démocratiques que les dictatures auxquelles elles se substituent et à vouer aux gémonies ceux qui leur résistent.

Le double langage de l'Occident

Prompt à condamner l'islamisme chez lui, l'Occident se retrouve à en encourager les manœuvres dans le monde arabe et musulman. La France, qui n'a pas hésité à engager toute sa force militaire pour éliminer Kadhafi au profit des djihadistes et à appeler la communauté internationale à en faire autant avec Bashar el-Assad, assiste l'arme au pied au dépeçage du Mali par des hordes criminelles qui se disent islamistes parce que leurs rivaux politiques ne le sont pas.

De même les médias et les politiques occidentaux ont assisté sans broncher à la répression sanglante par les chars saoudiens et émiratis des contestataires du Bahraïn, pays à majorité chiite gouverné par un autocrate réactionnaire sunnite. De même, les massacres répétés de chrétiens nigériens par les milices du Boko Haram ne suscitent guère l'intérêt des médias et encore moins la condamnation par nos politiques. Quant à l'enlèvement et la séquestration durable de quatre membres de la Cour Pénale Internationale par des « révolutionnaires » libyens, elle est traitée en mode mineur et passe à peu près inaperçue dans nos médias dont on imagine l'indignation explosive si cet enlèvement avait été le fait des autorités syriennes, algériennes ou de tel autre pays non encore « rentré dans le rang » des « démocraties », ces dictatures islamistes sorties des urnes.

A défaut de logique, la morale et la raison nous invitent tout de même à nous interroger sur cette curieuse schizophrénie de nos politiques et nos médias. L'avenir dira si notre fascination infantile pour le néo-populisme véhiculé par Internet et si les investissements massifs du Qatar et de l'Arabie dans nos économies en crise valaient notre complaisance face à la montée d'une barbarie dont nous aurions tort de croire que nous sommes à l'abri.

Photo : Bashar Al Assad sur la tombe du soldat inconnu © Wikimedia Commons / Syrianist

Le chape et les intertitres sont de la rédaction Liberté Politique.